



## VILLE D'ETAMPES

-----  
ARRÊTE DU MAIRE

N° VI-AR-2026-112

**OBJET :**

**Permis de stationnement.**

**Stationnement interdit et déclaré gênant.**

**Mise en place : Un camion benne attelé d'un broyeur.**

**Lieu :**

Zone Industrielle Sud-Essor,  
Avenue des Grenots,  
sur la zone de raquette de  
retournement,  
91150 Etampes

**Permissionnaire :**

Communauté d'Agglomération  
de l'Étampois Sud-Essonne  
76, rue Saint-Jacques  
91150 Etampes

Le Maire de la Ville d'ETAMPES,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122, L2112-1 et suivants et L2212-2-1,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le règlement sanitaire départemental,

**VU** la demande en date du 10 février 2026, par laquelle le permissionnaire ci-dessus mentionné sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public afin de stationner un camion benne attelé avec un broyeur, pour "l'opération broyage de branchages" à destination des étampois (dans le but d'inciter la valorisation des déchets), Avenue des Grenots, sur la zone de raquette de retournement, à Etampes,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire, afin de garantir la sécurité publique et de faciliter le bon déroulement de cette opération de réglementer le stationnement, Avenue des Grenots, sur la zone de raquette de retournement à Etampes,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** : La présente autorisation est accordée à titre précaire pour le 21 mars 2026 de 8 heures à 18 heures.

**ARTICLE 2** : Durant la période susmentionnée en Article 1, le stationnement sera interdit et déclaré gênant sauf aux véhicules de secours et des particuliers présents, dans la rue visée en objet.

**ARTICLE 3** : Le permissionnaire, désigné ci-dessus, est autorisé à occuper le domaine public, pour l'objet relatif à sa demande. À sa charge de se conformer aux dispositions portant règlement général sur la conservation et la surveillance des voies communales, ainsi qu'aux conditions spéciales d'exécutions suivantes :

Le permissionnaire devra personnellement prendre toutes précautions nécessaires de manière à éviter la chute de tout matériau sur la voie publique. Un passage minimum de 1 mètre 40 devra rester libre de tout obstacle pour permettre le passage des piétons, des poussettes-landau, des fauteuils roulants et autres, sur le domaine public réservé à ces fins. L'installation sera disposée de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux pluviales sur la voie publique et ses dépendances. Il sera tenu pour seul responsable de tout accident qui pourrait survenir du fait de son installation.

L'installation doit être signalée pendant le jour et constamment visible pendant la nuit, à la diligence et aux frais du permissionnaire. Il sera tenu pour seul responsable de tout accident qui pourrait survenir du fait de son installation ou par défaut ou insuffisance de signalisation de son installation.

L'ensemble des installations et ses abords devront être constamment tenus en parfait état d'entretien et de propreté. Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. Si détérioration, dégradation ou de salissures constatées, la Ville d'Étampes s'accordera le droit de procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire, ou de mettre fin à la présente autorisation d'occupation du domaine public.

**ARTICLE 4** : Le permissionnaire devra se conformer à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 5** : Conditions d'exécutions :

- Déplacement des véhicules en cas d'intervention des véhicules de secours.

**ARTICLE 6** : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le permissionnaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du permissionnaire. Il pourra également être décidé de mettre fin à la présente autorisation d'occupation du domaine public. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 7** : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Dès l'enlèvement de l'installation, le permissionnaire est tenu d'enlever tous les dépôts et de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés sur la voirie et ses dépendances. Faute par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office à ses frais par la Commune après mise en demeure.

**ARTICLE 8** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification et de la publicité de cet arrêté. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles.

**ARTICLE 9** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise :

- Au Permissionnaire ;
- A Monsieur le Commandant de Police, Chef de la circonscription d'Étampes ;
- A Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Étampes ;

Fait à Etampes, le 11 février 2026

Par délégation  
Jean Michel JOSSO  
Adjoint au Maire  
En charge de la Voirie

